

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Economie & social (UE) > **En Europe, l'ampleur de la récession devrait être hors-norme**

En Europe, l'ampleur de la récession devrait être hors-norme

lundi 30 mars 2020, par [DROR Eric](#), [NORMAND Grégoire](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mars 2020).

GREGOIRE NORMAND : Quelle est l'ampleur du choc économique dans l'Union européenne ?

ERIC DOR - L'ampleur va dépendre de la durée du confinement et de l'intensité de la reprise. On est obligé de raisonner en termes de scénarios. La chute de la production est extrêmement forte. La fermeture d'usines, l'absentéisme des salariés vont provoquer des dégâts considérables. Hors agroalimentaire, c'est environ la moitié de la production qui est paralysée.

Le PIB pourrait facilement chuter de 10% pour 2020 sachant que le confinement pourrait aller jusqu'au mois de mai. Beaucoup de Français seront fragilisés dans leurs revenus comme les indépendants, les personnes au chômage partiel. Les aides ne vont pas suffire à compenser. La disponibilité des produits devrait être plus limitée. Les chaînes de production sont perturbées. Il faut s'attendre à une baisse entre -5% et -15% du PIB selon les scénarios.

Quels sont les secteurs les plus touchés et ceux qui s'en sortent ?

Certains secteurs stabilisent l'économie comme une partie de l'administration publique, l'enseignement, la santé. En revanche, une autre partie de l'économie souffre énormément comme l'industrie, les services marchands, le secteur de la publicité, les prestations informatiques. La reprise devrait être lente. Pour l'industrie, les imbrications sont très importantes. Il est difficile d'avoir de la visibilité pour les exportations, même pour la période qui va suivre le confinement. Dans les exportations, il y a énormément de commerce BtoB. A l'étranger, beaucoup d'usines sont à l'arrêt et la demande mondiale a bien ralenti.

Les premières réponses apportées par la Banque centrale européenne (BCE) sont-elles à la hauteur ?

La Banque centrale européenne s'avère être le seul acteur européen à apporter une réponse efficace. On l'a vu au moment de la crise des subprimes en 2008, puis la crise des dettes souveraines. Les Etats ont par la suite eu tendance à s'en remettre trop souvent à la Banque centrale. L'institution monétaire a rapidement compris que le principal enjeu de la crise actuelle est de résoudre un choc exogène qui a des conséquences sur la sphère économique et financière. Les Banquiers centraux ont aussi saisi que l'enjeu était de permettre aux entreprises de survivre pendant la période où leurs recettes sont nulles ou ont fortement chuté par un choc d'offre et un choc de demande.

Les Etats essayent d'éviter les licenciements avec le chômage partiel et soutiennent les entreprises en décalant le paiement des cotisations sociales et prélèvements fiscaux. Les Etats essaient d'apporter leur soutien mais il reste des coûts. Les entreprises doivent davantage recourir aux lignes de crédits pour survivre avec le risque que les banques ne les accordent plus. La BCE a dit qu'elle allait inonder les banques européennes de liquidités pour qu'elles puissent prêter aux entreprises.

Pour les grandes entreprises qui se financent sur les marchés, la BCE va acheter massivement des obligations d'entreprises. Après une première erreur de communication catastrophique, la BCE a fait son boulot. Les divisions au sein du conseil des gouverneurs demeure néanmoins très présente.

Comment expliquer l'incapacité des Etats à apporter une réponse coordonnée sur le plan budgétaire ?

Cette incapacité peut s'expliquer par l'absence de véritable fédéralisme fiscal et budgétaire à l'échelle de l'Union européenne. Dans une organisation fédérale, il y a des transferts importants en cas de problème. L'Allemagne et les Pays-Bas ne veulent pas d'une union de transferts. Ces Etats ont veillé à ce qu'aucun mécanisme de transferts ne fonctionne vraiment, hormis les fonds structurels dans le budget européen. La solidarité doit se limiter à une solidarité par les prêts pour ces pays. A chaque crise, la division entre les pays qui défendent un partage des risques et les pays qui ne veulent pas ressurgit. Chaque crise remet en avant les défauts de la construction de la zone euro.

Les 27 dirigeants de l'UE ont décidé jeudi dernier de donner 15 jours aux ministres des Finances de la zone euro pour trouver une riposte économique commune à la crise provoquée par le coronavirus. Quelles pourraient être les pistes à apporter ?

Comme tous les pays vont devoir faire face à une hausse de déficits à cause de la crise, tout le monde s'accorde à dire que la réponse sanitaire et économique est nécessaire. Du point de vue de l'interdépendance, tous les pays ont intérêt à une réponse commune et à se porter mieux après la crise. L'une des pistes serait de créer une agence européenne qui emprunterait pour tous les Etats les sommes nécessaires. Il y aurait alors un partage des risques avec des transferts budgétaires pour soulager les pays qui ont moins de capacités. Chaque pays devrait rembourser les sommes empruntées mais avec une garantie mutuelle. Ce qui permettrait d'emprunter à un taux moyen encore plus bas.

Avec cette forte chute de l'activité, il va falloir faire un plan de relance. Il est nécessaire d'avoir un budget plus fort pour faire plus d'investissements dans la transition écologique et de faire une réindustrialisation à l'échelle de l'Union européenne par exemple. Cette crise a mis en avant notre dépendance à l'égard des pays étrangers, pour les médicaments ou les masques par exemple. Il y a des productions essentielles qu'il faut conserver sur le sol européen même si c'est plus cher.

Pourquoi les eurobonds divisent-ils autant ?

Là aussi, il y a une division idéologique entre ceux qui défendent une plus grande intégration européenne avec un embryon de fédéralisme budgétaire et fiscal et ceux qui s'y opposent. C'est une vision à courte vue. Pour autant, tous les Etats ont intérêt à participer à un mécanisme assurantiel européen.

L'hélicoptère monnaie vous-semble-t-elle être une piste intéressante en Europe ?

Au sens strict, c'est un chèque que fait la Banque centrale directement aux citoyens. La Banque centrale émet de la monnaie pour la flécher directement aux entreprises et aux citoyens. Dans un tel scénario, la BCE passerait par les banques centrales nationales. Il n'est pas certain que ces établissements aient les moyens de mettre en œuvre ce dispositif.

Par ailleurs, il y aurait sûrement des blocages légaux. Avec les traités, la Banque centrale ne peut pas prêter aux Etats mais peut aider via des achats sur des marchés secondaires. En période de confinement, ce n'est peut être pas une bonne idée de mettre en place ce type de dispositif pour les

ménages si l'objectif est de soutenir la consommation. En revanche, les Etats ont de grands besoins. En pratique, la Banque centrale, en ayant fortement augmenté les montants de dettes publiques qu'elle est prête à racheter, se rapproche de certains objectifs de l'hélicoptère monnaie.

La fédération bancaire européenne demandent aux banques de suspendre le paiement de dividendes en 2020 pour préserver leur capital et leur capacité à prêter aux entreprises et aux ménages touchés par la crise. Le secteur bancaire européen est-il menacé par cette crise ?

Le secteur bancaire est fortement affecté. Les marchés l'ont bien compris. Le maintien des taux d'intérêt bas n'arrange pas les banques. La politique monétaire accommodante a réduit les marges d'intérêt. Avec la fragilisation de l'économie, le volume d'affaires va diminuer. Les banques de marché vont également être affectées par un gel, des reports ou des annulations d'opérations. Elles sont affectées par la baisse de leur activité et une hausse de défauts de leurs clients.

Cette crise risque-t-elle de les mettre en péril ?

Les banques sont malgré tout plus solides qu'en 2008. Elles peuvent encaisser beaucoup plus de pertes qu'à l'époque. En outre, ce n'est pas une crise qui vient du secteur bancaire. Il y a quand même des limites à cette résistance. Tout dépend de l'ampleur de la récession.

Le président de la République Emmanuel Macron a annoncé lors de son allocution que « l'ensemble des gouvernements européens devait prendre les décisions de soutien de l'activité puis de relance quoi qu'il en coûte ». Quel regard portez vous sur cette position ?

Comme l'économie est à l'arrêt, l'ampleur de la récession devrait être hors norme même dans les scénarios les plus optimistes (entre -5 et -15% de pertes réelles). Face à cette crise, seule la sphère publique peut en compensation de la baisse de l'activité déclencher une forte production dans l'économie et dans un délai très rapide en lançant des grands projets d'investissement dans la transition écologique.

De son côté, le secteur privé devrait être très fragilisé et devra se remettre des dégâts. C'est difficile de voir une reprise initiée par une explosion des dépenses privées. Il y a des raisons économiques pour soutenir et relancer l'activité par la dépense publique « quoi qu'il en coûte ». Sur ce principe, le président de la République a raison. Cette position transcende les divisions idéologiques. Beaucoup d'économistes « mainstream » sont d'accord avec ce point de vue. A l'échelle de l'Europe, quelques pays restent les yeux rivés sur une détérioration de leurs finances publiques. Cette division risque encore d'alimenter les populismes en période de crise. En Italie par exemple, l'extrême droite se réjouit de ces divisions.

La comparaison avec la grande dépression de 1929 ou la crise de 2008 est-elle justifiée ?

Sur la nature de la crise, la comparaison n'est pas forcément pertinente. Les crises de 1929 et de 2008 étaient inhérentes à la sphère financière avec des répercussions sur l'économie réelle. Là, le choc est exogène et touche avant tout l'économie réelle. Tout va dépendre de l'ampleur de la récession. Elle pourrait être pire que celle de 2008-2009. La mondialisation des chaînes de production étaient moins importante dans les années 30. L'économie mondiale actuelle est plus interdépendante qu'à l'époque. Les pénuries mettent en avant cette très forte dépendance.

Cette crise va-t-elle permettre d'accélérer la transition écologique ?

L'économie va avoir besoin d'un grand plan de relance. Après le confinement, les Etats pourraient annoncer un immense effort d'investissements en infrastructures liées à la décarbonisation de

l'économie en Europe pour relancer l'économie fragilisée. Cette crise nous montre qu'il faudra relocaliser, favoriser les filières courtes. Or cette orientation implique moins de transports. La période post-crise pourrait permettre de concilier les préoccupations économiques et environnementales.

Eric Dor est directeur des études de l'IESEG school of management.

Propos recueillis par Grégoire Normand.

P.-S.

<https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/en-europe-l-ampleur-de-la-recession-devrait-etre-hors-norme-eric-dor-directeur-des-etudes-de-l-ieseg-school-of-management-843553.htm>